

# ROUGE

## Espoir

Numéro 98  
Supplément n°5

Supplément N°98 - 16 avril 2020 - 2€ - Commission Paritaire : 0211P11165 - 29, avenue du Maquis - 46000 Cahors - lot.pcf.fr - Gérant : Jean-Christophe Vialaret

## DÉFENDRE NOTRE IDÉAL COMMUNISTE...

Macron fait mine de découvrir le rôle de l'État et des services publics ! Cette crise sanitaire révèle tout ce qui manque pour faire face à une telle pandémie : une industrie puissante, des services publics et un État fort avec des marges budgétaires pour agir. Le capitalisme a considérablement réduit le rôle de l'État, affaibli nos services publics et encouragé la délocalisation des entreprises, notamment dans la production de médicaments. Il faut rompre avec ces logiques d'austérité et de rentabilité financière, et préparer dès maintenant un nouveau modèle économique, social, écologique. L'idéal communiste est plus que jamais d'actualité. Nous voulons une société dans laquelle l'État joue tout son rôle, avec des services publics renforcés et une vie démocratique renouée jusque dans les entreprises, avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés. Par la relocalisation de notre industrie, nous devons retrouver la maîtrise des grands secteurs stratégiques du pays, aujourd'hui vendus au privé, relancer la recherche, bref, retrouver notre souveraineté économique. Chaque citoyen doit être protégé tout au long de sa vie, de l'école jusqu'à la retraite, avec un travail et un salaire digne. Chacun doit pouvoir trouver sa place dans la société. L'être humain, c'est la priorité !

Aujourd'hui, de nombreux services publics montrent toute leur utilité. Heureusement qu'ils sont là. Il est possible, tout de suite, de financer leur reconquête : 15 milliards par an de cadeaux fiscaux ont été accordés aux plus riches et aux multinationales. Rétablir l'ISF, supprimer la flat tax, revenir sur les exonérations de cotisations accordées sans contrepartie, c'est possible tout de suite. Cela permettra de financer l'hôpital public à hauteur de 10 milliards d'euros. Nous proposons aussi de taxer les dividendes du CAC 40 à 75 % pour dissuader les entreprises de les verser. Cela pourrait alimenter un fonds en faveur des PME-TPE.

La mobilisation indispensable de la nation appelle un grand élan démocratique, permettant au Parlement, aux forces sociales et politiques de jouer pleinement leur rôle. Nous appelons depuis longtemps à l'émergence de nouveaux pouvoirs des salariés dans les entreprises et dans les services publics. Si, dans les régions, les ARS étaient démocratiques, si dans leur entreprise les salariés étaient



écoutés et disposaient de vrais pouvoirs, croyez-vous qu'on aurait pu supprimer 100 000 lits d'hôpitaux, que des délocalisations aussi nombreuses auraient pu être opérées pour le seul profit des actionnaires ?

Serge Laybros

**SOMMAIRE**

Page 1 : Défendre notre idéal communiste

Page 3 : COVID 19 : Une crise annoncée, une crise rentabilisée

Page 4 : Le jour d'après

Page 6 : Paroles de confinés | Communiqué de Marie Piqué

Page 7 : Le médef égal à lui-même | La réforme des retraites victime du Corona virus | Lettre ouverte de Philippe Martinez





**SI VOUS ÊTES POUR  
QU'ON PRÉSERVE  
LA BIODIVERSITÉ  
PARTOUT,  
VOUS ÊTES SÛREMENT  
COMMUNISTE.**



## Covid 19 : Une crise annoncée, une crise rentabilisée

Le 30 mars dernier, le Quotidien du Médecin publiait le décryptage de la crise sanitaire par les six derniers ministres de la santé. Chacun de ces ministres a ôté pendant ses fonctions une pierre à l'édifice de notre modèle unique de protection sociale dont il ne restera bientôt plus que des vestiges. Roselyne Bachelot a introduit la notion de management au sein de « l'hôpital entreprise ». Par la création des Groupements Hospitaliers Territoriaux, Marisol Touraine a permis de concentrer les moyens sur les plus grosses structures en sacrifiant les établissements de proximité jugés non rentables. Vingt ans de politiques austéritaires ont conduit les hôpitaux au bord de l'asphyxie.



Chaque année, les épidémies de grippe, les épisodes caniculaires, les longs week-ends essoufflent encore plus l'hôpital public. Le manque de moyens matériels et humains réclamés par les soignants apparaît aujourd'hui dans sa cruelle nudité : l'État a compté ses sous, et les médias font chaque jour le décompte des morts.

Loin de se remettre en question, ces six ministres estiment presque à l'unisson que le gouvernement fait de son mieux pour gérer la crise sanitaire du covid 19, allant même jusqu'à affirmer que la situation était imprévisible.

On ne pouvait évidemment pas prévoir qu'un virus quitterait la Chine en décembre 2019 pour s'étendre jusqu'en France. Mais il était évident qu'un hôpital à bout de souffle obligé de mendier des moyens auprès de la charité publique n'aurait pas les capacités à faire face dans les conditions idéales à une catastrophe sanitaire d'envergure. La France est en faillite logistique sur ses capacités à répondre insti-

tutionnellement à l'épidémie, et le gouvernement se préoccupe encore prioritairement de la finance ! Au lieu de réquisitionner les stocks de matériel, ou les entreprises pour le produire, nos dirigeants ont attendu que le marché public réponde. Or, les lois du marché répondent à des logiques de rentabilité, et non à des préoccupations basses de vie humaine telles que des vies au cœur d'une crise sanitaire. La santé est pour les actionnaires une marchandise comme une autre, source de profits.

Loin de tirer les conséquences de choix politiques qui n'ont pas permis de garantir l'accès à tous et partout à des soins de qualité, Emmanuel Macron s'assure que tout soit mis en œuvre pour prendre soin de la santé du capital. Et il est fier de nous annoncer ce 13 avril l'importation massive de masques dans un délai de trois semaines !

Pire, il sacrifie les précautions sanitaires recommandées par les scientifiques sur l'autel de la finance ! Dans le cadre du déconfinement, il est indispensable de dresser un état des lieux fiable du statut immunitaire de chaque citoyen. Prétendre que tester l'ensemble de la population n'aurait « aucun sens » n'est destiné qu'à cacher que le gouvernement est incapable de fournir une quantité suffisante de tests pour l'ensemble du pays.

Si les mesures d'accompagnement envers les entreprises ont été clairement débattues et chiffrées, les annonces de « plans en faveur de l'hôpital » demeurent extrêmement floues, et se traduisent à ce jour par un Hopitalthon gouvernemental pour recourir aux dons alors que l'hôpital devrait être financé par des fonds publics.

En pleine tempête épidémique, Emmanuel Macron va jusqu'à s'insinuer dans l'aura que le Pr Raoult dégage auprès de ceux qui voient en l'hydroxychloroquine l'espoir d'un traitement du coronavirus, sans délaisser le fructueux marché que pourrait offrir la découverte d'un vaccin.

Dans une ultime tentative de reconquête d'un électorat scandalisé devant autant d'incompétence, limoger le directeur d'une Agence Régionale de Santé qui annonce la fermeture de lits dans une région sinistrée, et confirme l'accélération galopante de la privatisation qui métastase notre système de santé est de la plus haute hypocrisie. Oui, le jour d'après c'est maintenant. Oui, il faut reconstruire les bases saines d'un projet de société épuré de la prédation des marchés financiers. Et pour ce faire, il faut s'attaquer à la racine du mal : la tumeur.

Lydie Lymer



# LE JOUR D'APRÈS...

## OUI MAIS : QUEL « JOUR D'APRÈS » ?

A partir de tout ce que vient de révéler la crise sanitaire mondiale entraînant l'économie avec elle, qu'il y ait un urgent besoin de changement de société est devenu une évidence pour le plus grand nombre. Mais au-delà des mots, il faut dire à quoi on pense : véritable révolution antilibérale (économique, sociale, démocratique et institutionnelle, en France, en Europe et dans le monde) ou simple resucée des dogmes éculés du libéralisme (rentabilité des capitaux et rôle central de la finance, mondialisation revue et corrigée à la marge, étapes nouvelles d'intégration européenne et d'accords commerciaux transcontinentaux, etc.). On ne peut que penser, à entendre nos chants de « l'ordo-libéralisme », au jeune aristocrate italien Tancredi (A. Delon) devenu révolutionnaire garibaldien dans « le Guépard » (Visconti) et qui dit à son vieil oncle le Comte de Lampedusa (B. Lancaster) : « Il y a des moments où il faut savoir tout changer si l'on veut que rien ne change »... (Rien d'essentiel ! NDLR). Car depuis Macron affirmant que « rien ne serait plus comme avant » l'épidémie, jusqu'aux quelques sociaux démocrates du vieux PS restés hollando-vallso-rocardiens (1), en passant par la droite traditionnelle LR ou centriste, tous les libéraux embouchent la même trompette : celle selon laquelle il y aurait besoin d'un consensus, quasiment acquis, autour de l'idée « d'union nationale » pour une version « à définir » de nouvelle société... C'est la mode du « jour d'après » où se retrouvent tous ceux dont la politique au pouvoir nous a conduit là où en est... Comme si les incendiaires pouvaient être les meilleurs pompiers. Depuis quelques semaines, alors que durant des décennies ils n'auront cessé de faire reculer son rôle au profit du privé, ils ne voient plus que par l'État, comme dernier rempart. Ils n'hésitent pas à comparer la situation à l'après guerre et à préconiser ce qui pourrait ressembler au Conseil national de la Résistance (CNR) et semblent réhabiliter l'État providence » ! Ils vont même jusqu'à parler de « nationalisations » ! Mais nous savons par expérience, qu'ils savent, surtout quand ils en ont besoin, nationaliser les pertes et les difficultés en nous les faisant payer, pour mieux reprivatiser les profits dès que les entreprises sont remises à flot.

Pour nous communistes, il va s'agir de tout autre chose que seulement « régler les comptes » comme on dit... Autre chose

que de dire qui est responsable, entre Macron, Hollande ou Sarkozy, de la gabe-gie des masques ou de l'inexistence des tests de dépistage.... Autre chose que de simplement modifier, pour moins de dépendances à l'échelle mondiale, les « chaînes d'approvisionnement et de production » qui se sont tissées autour de l'Asie et de la Chine.... Autre chose que de donner un petit plus salarial aux héros du front : les personnels sanitaires.... C'est au-delà de ces débats indispensables qu'il faut juger de la direction vers laquelle le gouvernement envisage de nous conduire. Et dire nous-mêmes vers quoi il est urgent d'avancer.

Première remarque : c'est à la « Cour des Comptes » (CDC) que Macron demande un rapport et des préconisations.... Comme quoi, derrière les affirmations selon lesquelles « la santé n'a pas de prix » ou le « ça coûtera ce que ça coûtera », on en est bien à chercher qui paiera la note ; car c'est bien à ce « gendarme des finances publiques, gardien de l'orthodoxie libérale et budgétaire » qu'est la CDC qu'on demande de résoudre l'équation.

Et que penser de l'énormité apparente des fonds dégagés en France pour faire face à la crise engendrée par le Covid 19, pour nous dit-on au prix d'un endettement massif supplémentaire : sauver l'économie, les entreprises, les emplois, notre protection sociale et de santé (dont la gestion de la crise sanitaire montre ce que nous lui devons, comparativement à d'autres pays, notamment les États Unis où elle est défaillante) ? Le gouvernement annonce une enveloppe de plusieurs centaines de milliards € sur les mois et années à venir, mais 2 Mds seulement pour l'hôpital et 8,5 pour le chômage sur l'exercice 2020 (ce qui paraît dérisoire alors que ce dernier en coûte 2,5 par semaine de confinement). En réalité, 11,5 Mds seulement sont « fléchés » : sur le chômage partiel, la santé et les solidarités, soit bien en dessous des besoins nouveaux. Le recul de croissance est estimé globalement à 3% par mois de confinement, et la consommation de biens industriels est en recul de 35 %. Certes, le gouvernement sait bien que la consommation intérieure est et sera pour un certain temps le moteur du redémarrage de l'économie, le temps que tous les pays développés soient sortis de l'effondrement des échanges mondialisés. Voilà pourquoi il concède quelques efforts de soutien aux

salaires, revenus du travail et pensions. Mais en même temps il manque de fermeté envers le patronat qui pousse aux reprises du travail dans des conditions qui n'assurent pas la préservation de la santé des travailleurs, comme dans la BTP ou chez les « distributeurs en ligne » (Amazon par exemple), voire dans l'Aéro et l'automobile.... D'ailleurs le maintien assuré par l'État des salaires à hauteur de 85 % (ce qui déjà entraîne une perte sensible du pouvoir d'achat et donc de consommation), est déclaré « temporaire », ce qui permet de tout craindre quant à la pérennité de la mesure à moyen et long terme selon ce que durera la crise sanitaire et l'attente de la reprise..... Les chiffres annoncent par eux-mêmes que la priorité sera bien la consolidation des entreprises et surtout de leur rentabilité, bien davantage d'ailleurs envers les banques et les groupes multinationaux que secondairement envers les PMI/PME ou l'artisanat et le petit commerce..... Les témoignages se multiplient de banques refusant, malgré la garantie de l'État, d'apporter les trésoreries indispensables aux petites entreprises..... Et quoi penser de la mansuétude, voire de la complaisance complice du ministre de l'économie et des finances B Lemaire qui, refusant de prendre les décrets nécessaires, dit « faire confiance » aux dirigeants des banques pour rectifier le tir, ou pour obtenir des entreprises du CAC 40 qu'elles renoncent à distribuer des dividendes somptueux?.... La même confiance hypocrite qui les fait renoncer à lutter contre les évasions fiscales et les paradis, fiscaux !

A l'échelle européenne, comme en France d'ailleurs, si on annonce des débloquages massifs de fonds par la BCE pour assurer l'accès à la liquidité des crédits aux entreprises et à l'économie, voire pour les services publics de santé, c'est bien pour réaffirmer, chaque fois que la question est posée, que les dettes accumulées devront être remboursées, qu'il faudra tôt ou tard en revenir aux rigueurs budgétaires et qu'il est exclu de parler d'effacement de la dette, y compris pour partie (2).... Ce qui pose la question centrale du « qui paiera ? », sachant que l'Allemagne n'entend pas perdre l'avantage comparatif de la puissance de son industrie.

A l'échelle mondiale, comme d'ailleurs en Europe, le risque sera décuplé des replis nationalistes et des concurrence dévastatrices dans les stratégies de sorties de crise,

sachant que la crise financière était déjà annoncée indépendamment de la pandémie (3). Et il va être difficile, de réaffirmer le besoin de coopérations véritables et de mutualisation à ces deux niveaux.....Pour tant nous communistes continuerons de le faire. Au lieu de la guerre économique qui a poussé les pays occidentaux à investir en Asie et particulièrement en Chine pour y trouver des coûts salariaux dévalorisés, aboutissant à une mondialisation dangereuse qui menace la santé de l'espèce humaine autant que les écosystèmes et le climat, le temps est venu de vraies « ruptures » (ce dont Macron se sent contraint d'attester pour mieux manoeuvrer). Pour nous, celles qui permettraient la mutualisation des dépenses de recherche et d'innovation, assurant à chaque pays et chaque peuple l'accès aux nouveaux savoirs et le partage équitable des productions de biens et de services essentiels sur chaque territoire national ou au minimum sur chaque continent.

Mais mesurons bien ce que cela suppose en matière de résorption des inégalités, de réformes en matière de fiscalité, de gestion du crédit et des entreprises, et donc de droits, de démocratie et d'institutions..... Comprenons bien que le l' « idéologie libérale », comme le « capitalisme » en matière économique et qu'il nous faut dépasser, ne sont pas un simple ensemble d'opinions dont ceux qui les portent pourraient changer. Ils sont un véritable « système » pour « penser la société », un système dont nos soit disant « élites » (politiques, administratives, financières, industrielles et commerciales) ont intégré les dogmes au plus profond d'eux-mêmes dès leur formation, au point d'être incapables d'en changer..... Ce n'est donc pas sur eux qu'on peut compter, bien que grandisse le nombre de voix autorisées qui cherchent d'autres perspectives (4).....Il nous faudra changer de « personnel » et savoir trouver les Marcel Paul (EDF), Ambroise Croizat (Sécurité sociale) ou Maurice Thorez et Anicet Lepors (fonction Publique) de notre temps.... C'est seulement là que la poli-



tique, la grande, celle qui s'occupe des « affaires de la Cité » dans l'intérêt général, retrouvera ses lettres de noblesse. Et le PCF prétend avoir beaucoup à y apporter en sortant de son effacement et de son affaiblissement.

Pourquoi nous parlent-ils de « guerre » si ce n'est, pour paraphraser Churchill, nous promettre « la sueur et les larmes », si ce n'est parce qu'ils envisagent, aucunes destructions d'appareil de production ou d'infrastructure n'étant intervenues dans le monde, un intensification de la concurrence, dévastatrice en emplois et fermetures d'entreprises dans les conditions du redémarrage ?

Dernière remarque : la crise que nous traversons peut avoir une utilité..... Celle de nous faire mieux mesurer les vrais dangers du réchauffement climatique et du recul / déstabilisation de la biodiversité planétaire. Si la crise sanitaire que nous traversons nous déboussole tant, c'est avant tout en raison de l'immédiateté de ses conséquences sur notre santé et nos modes de vie. La crise écologique et climatique nous parait, elle,

plus lointaine, à horizon de la fin de siècle, comme si on avait le temps de voir venir.....Mais la fin de siècle, c'est demain !..... Et sans être scientifiques, ni pouvoir en donner le détail, il est responsable d'envisager que les problèmes de l'eau et de l'air, avec les évolutions climatiques de chaque pays et continent, voire le dégel du permafrost dans les régions arctiques, comportent le risque de pandémies récurrentes avec l'apparition de virus mal connus.... Et tout en restant convaincus qu'il n'y aura pas de consentement à l'effort commun pour l'écologie et contre le réchauffement sans justice sociale, ne passons pas ces enjeux au second plan des priorités.

Michel Dauba

(1) Qu'ils soient devenus macrono-compatibles, restés dans ce qui reste de « la vieille maison » socialiste, ou pour un nombre non négligeables d'entre eux restés à des postes clés de la Commission Européenne, et donc toujours influents.

(2) En économie financiarisée cela revient à dévaloriser les titres de «dettes souveraines» (des États) détenus par des particuliers et principalement par les banques. Mais depuis que la BCE a repris (provisoirement ?) l'essentiel de ces dettes, il suffirait de faire de la création monétaire (la planche à billet) pour que ce soit possible en même temps que se libérer du carcan des marchés financiers..... Ce à quoi nos gouvernants libéraux se refusent, entendant bien ne pas faire disparaître la possibilité de ce prélèvement privé abusif sur les finances publiques.

(3) La suraccumulation financière est gigantesque, supérieure à la bulle de 2007 / 2008. En quarante ans, avec une base 100 en 1980, période du basculement libéral et financier à l'échelle mondiale (Reagan / Thatcher) : alors que le PIB mondial (les productions réelles de biens et de services en dollars constant) est passé aujourd'hui à 300, la capitalisation boursière, elle, est passée à 2700..... Autant de capitaux disponibles, bien que parasites, qui ont échappé à « l'économie réelle » et la gangrènent en cherchant, dans un désordre total, des gains spéculatifs et de court terme.

(4) Entre autres : «Économie et Politique», «les économistes atterrés», ATTAC, voire Mediapart et des individualités comme Lordon, Piketty, Stiglitz, etc

## Paroles de confinés !

Je rentre dans ma 5<sup>e</sup> semaine de confinement. Je mesure à quel point cet « enfermement » - au demeurant nécessaire - impacte le fonctionnement d'une organisa-

tion politique comme la notre. Nous ne sommes pas dupes de la manœuvre. Le gouvernement débloque 100 milliards d'euros pour voler à la rescousse des entreprises mais il va

commandes du pays. Concrètement, le confinement c'est quoi ? Je prendrai un exemple concret, celui de la direction départementale des finances publiques du Lot. Aujourd'hui, 20 % des collègues bossent physiquement sur des missions jugées essentielles. 20 % sont en télétravail. Et 60 % (dont je suis) sont au chômage forcé depuis mi-mars. Personne ne connaît les conditions de la reprise. Le déconfinement sera progressif mais les forces laborieuses seront vite sommées de reprendre le turbin pour redémarrer la production et enrichir les patrons. Nous n'oublierons rien, et surtout pas la cacophonie et le cynisme qui ont été la marque de fabrique de Macron et de son clan pour gérer la crise sanitaire. Quel est ce pays incapable de fournir des masques mais qui continue de fabriquer des avions de combat ? Cet épisode dramatique laissera des traces. Comment cette colère va t-elle s'exprimer, nul ne le sait. Mais il faut mettre à profit la période présente pour démontrer que le capitalisme sème la mort et maltraite l'humain et la planète. Et ce, sans attendre le jour d'après. C'est maintenant que tout se joue !

Serge Laybros



*L'Humain  
d'Abord !*



nous faire payer l'addition. Et elle sera salée si j'en crois les propos du ministre de l'Économie. Les ordonnances sapent le code du travail et fragilisent les travailleurs. L'hypothèse de mettre à contribution actionnaires et nantis n'effleurent même pas les représentants de la bourgeoisie qui sont aux

tion politique comme la notre. Notre quotidien de militants est rythmé de réunions, de tractage, de collage, autant de gestes proscrits aujourd'hui. Heureusement, il reste le numérique qui permet de garder un lien étroit entre nous et d'affûter les couteaux pour partir au combat. Car le pouvoir devra

## Communiqué de Marie Piqué, Vice-Présidente de la région Occitanie

Lors de la dernière assemblée plénière, j'ai voté le projet Occitanie 2040, pour un nouveau modèle de développement durable et de justice sociale, un projet collectif, durable et solidaire, s'appuyant sur la citoyenneté active, à même de retisser des liens humains et territoriaux. Cette crise pose devant nous un immense défi. Il est clair que préparer l'avenir relève d'un mode économique et social dont le socle doit être la solidarité. Face aux difficultés rencontrées par la population et les associations, nous avons mis en place une dérogation au mode habituel de versement des subventions, ainsi qu'un fond supplémentaire abondé de 5 millions d'euros afin de répondre à l'urgence.

Les urgences sont aujourd'hui multiples, femmes victimes de violences, personnes isolées, sans logement ou sans papier, comme le répète souvent Carole Delga, personne ne doit être laissé sur le bord du chemin, notamment les plus démunis qui subissent de plein fouet la crise sanitaire et l'amplification de la crise sociale. Plus que jamais nous avons besoin de construire de nouvelles formes de coopérations régionales, nationales et internationales à l'opposé du repli sur soi. N'oublier personne sera bel et bien notre plus grand défi.







Nous avons voté un premier **plan régional d'urgence sanitaire, économique et solidaire** pour protéger et préparer l'avenir de l'Occitanie.

Carole Delga

Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées - Méditerranée



La Région  
**Occitanie**  
Pyrénées - Méditerranée

## L'OCCITANIE PROTÈGE CONTRE LE VIRUS



### 1 LA RÉGION PROTÈGE CELLES ET CEUX QUI NOUS SOIGNENT ET AGISSENT AU QUOTIDIEN

- ▶ Achat de 10 millions de masques en lien avec les départements et l'Agence Régionale de la Santé
- ▶ Accompagnement des entreprises qui produisent du matériel sanitaire
- ▶ Offrir des transports gratuits adaptés et des transports à la demande des personnels du secteur de la santé
- ▶ Favoriser les dons alimentaires et d'équipements pour les plus démunis



### 2 LA RÉGION PROTÈGE CELLES ET CEUX QUI ONT BESOIN DE SE FORMER

- ▶ Encourager les apprenant.e.s en formations paramédicales et sociales à se mobiliser et soutenir les organismes de formations sanitaires et sociales
- ▶ Contribuer à la continuité pédagogique pour les lycéen.ne.s et les étudiant.e.s avec l'ordi pour tous
- ▶ Adapter l'offre de formation pour les demandeurs d'emplois
- ▶ Plan « Former plutôt que licencier » pour les salariés en baisse d'activité



### 3 LA RÉGION PROTÈGE LES ENTREPRISES, LES INDÉPENDANT.E.S, ET LES SALARIÉ.E.S

- ▶ Service régional de proximité avec les Maisons de Ma Région et Ad'Occ, et appui juridique
- ▶ Cellule de continuité économique Etat-Région avec les fédérations des professionnels
- ▶ Soutenir les entreprises en marché (exécution des contrats et marchés, paiements des subventions..)
- ▶ Reporter les remboursements des avances remboursables et exonérer de loyers les entreprises hébergées en pépinières
- ▶ « Fonds de solidarité exceptionnel Occitanie » pour les entreprises de 0 à 10 salariés
- ▶ Fonds pour les entreprises en difficultés de + 10 salariés

## L'OCCITANIE PRÉPARE L'AVENIR



### 1 LA RÉGION PRÉPARE LA REPRISE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- ▶ Fonds Régional de Garantie avec Bpifrance et prêt rebond
- ▶ Pass Rebond Occitanie pour soutenir les investissements



### 3 LA RÉGION PRÉPARE LA REPRISE DE LA FILIÈRE TOURISTIQUE

- ▶ Promotion de « l'Occitalité », de la destination Occitanie et des établissements de loisirs de proximité



### 2 LA RÉGION FAVORISE LES PRODUCTIONS LOCALES EN SOUTENANT LES SECTEURS DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE, DE LA PÊCHE ET DE LA CONCHYLICULTURE

- ▶ Promotion des productions locales et bio. Mise en place d'une plateforme de livraison à domicile [solidarite-occitanie-alimentation.fr](http://solidarite-occitanie-alimentation.fr)
- ▶ Soutien aux secteurs de la pêche et de la conchyliculture. Mise en place d'un fonds de solidarité



### 4 LA RÉGION AUX CÔTÉS DES ACTEURS ASSOCIATIFS RÉGIONAUX

- ▶ Création d'un « Fonds solutions associations Occitanie »
- ▶ Maintien de toutes les subventions votées en 2020



### 5 LA RÉGION LANCE UN PLAN DE RELOCALISATION INDUSTRIELLE EN OCCITANIE

- ▶ Plan de relocalisation d'industries en Occitanie notamment par le sanitaire, l'agroalimentaire, l'énergie
- ▶ Comité Occitanie de pilotage stratégique de l'économie afin de préparer l'avenir

Afin de répondre à la crise liée à la pandémie du COVID-19,  
**LA RÉGION MOBILISE 250M€, avec un effet levier de 450 M€.**